

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2010

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure
COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix soit le sujet A, soit le sujet B.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Comment la solidarité s'exerce-t-elle en France aujourd'hui ?

DOCUMENT 1

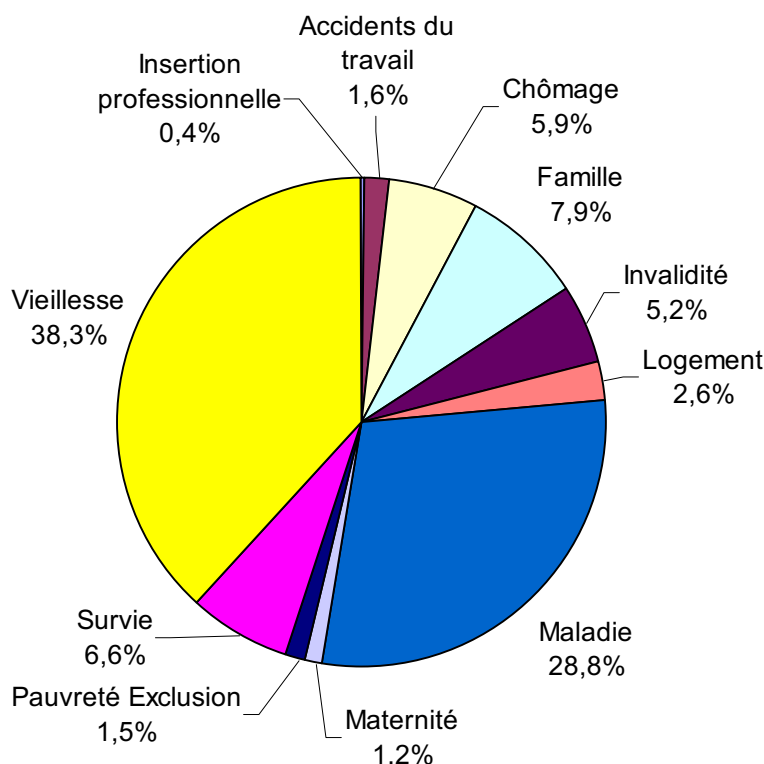
Confrontés à la crise de la Sécurité sociale, au « dérapage » des dépenses publiques, au rôle jugé excessif des transferts sociaux, nous voyons sans cesse ressurgir, sous la forme d'un appel médiatisé à la générosité, un enthousiasme pour la solidarité privée. Cette dernière serait même parfois parée de vertus jugées supérieures à la solidarité publique, souvent perçue comme bureaucratique et impersonnelle. La solidarité privée prend deux formes. Elle correspond d'une part à la solidarité familiale et, d'autre part, à la solidarité, que l'on pourrait dire humanitaire, qui se manifeste sous la forme de dons à des organismes spécialisés dans l'aide aux plus défavorisés, aux malades et aux victimes des guerres et des catastrophes naturelles. [...]

La réactivation des solidarités de proximité qui s'expriment notamment dans la sphère familiale peut traduire une sorte d'essoufflement des solidarités publiques, mais [on peut] voir entre elles une forte complémentarité. Pour être pleinement efficaces, les solidarités familiales doivent s'appuyer sur des solidarités publiques et les prolonger. En faisant peser sur la famille des responsabilités et des charges trop lourdes, il y a un risque qu'elles s'épuisent et qu'elles deviennent encore plus inégalitaires.

Source : S. PAUGAM, *Repenser la solidarité*, PUF, 2007.

DOCUMENT 2

Structure des dépenses de protection sociale en France en 2007 (en %)



Source : DREES, Comptes de la protection sociale in A. BOURGEOIS, M. DUEE, « Les prestations sociales en 2007 », *Études et résultats*, n° 665, octobre 2008.

DOCUMENT 3

C'est dans les classes populaires que l'entraide est la moins développée, du moins sous sa forme financière, les aides publiques constituant la ressource essentielle. Par exemple, dans les ménages ouvriers, l'aide offerte au cours d'une année s'établit à 2,2 % du budget des ménages (contre 2,9 % pour l'ensemble des ménages). L'entraide consiste surtout en une cohabitation temporaire (suite à une perte d'emploi ou une rupture conjugale) ou en une organisation domestique fondée sur la proximité des ménages et la position nodale* de la mère [...].

Chez les cadres/professions libérales/entrepreneurs, l'aide offerte représente 3,7 % du budget des ménages. [Ils] sont ceux qui demandent le plus de services à leur entourage pour se faire prêter de grosses sommes d'argent, obtenir des conseils pour chercher un emploi et régler d'autres problèmes difficiles. [...]

Dans les classes moyennes, l'entraide, dont la part financière est proche de la moyenne (l'aide offerte équivaut à 3,2 % du budget des ménages), privilégie la famille nucléaire et se conçoit comme une serviabilité mutuellement profitable. Les services comme le bricolage et les soins aux enfants sont caractéristiques des ménages aux revenus moyens.

Source : J. H. DECHAUX, *Sociologie de la famille*, La Découverte, 2007.

* nodale : qui constitue le point essentiel, ici fonction centrale.

DOCUMENT 4

Les jeunes salariés et la solidarité en 2009

En cas de problème dans la vie quotidienne, sur qui comptez- vous ¹ ? (en %)			
	En premier	En deuxième	En troisième
Vos amis/copains	12	28	29
Vos parents	42	34	14
Vos grands-parents	1	6	13
Votre conjoint ou votre petit ami	29	18	11
Vos voisins	0	0	1
Votre entreprise	1	1	8
Les aides sociales de l'Etat	0	1	3
Un syndicat	0	0	1
Vous même	15	9	14
Autre	1	2	6
Total ²	100	100	100

Champ : Enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1000 jeunes salariés âgés de 18 à 25 ans

Source : D'après A. LOONES, M. ANGOTTI, *Les jeunes salariés et la solidarité*, CREDOC, avril 2009.

¹ Chaque personne interrogée ne pouvait cocher qu'une seule rubrique dans chaque colonne.

² La somme des nombres de chaque colonne n'est pas toujours exactement égale à 100 du fait des arrondis.

DOCUMENT 5

Taux d'adhésion à différentes associations en 2006 (en %)

	Femmes	Hommes	Ensemble
Sportive	9	19	14
Club du 3ème âge (1)	15	9	13
Artistique, culturelle ou musicale	7	5	6
De parents d'élèves (2)	6	3	4
Syndicat (3)	2	4	3
De quartier ou locale	3	3	3
De loisir ou comité des fêtes	2	2	2

Champ : France métropolitaine, individus âgés de 16 ans et plus, **sauf** :

(1) population des personnes âgées de 60 ans ou plus

(2) population des personnes membres d'un ménage comprenant au moins un enfant en âge de scolarité (3 à 19 ans)

(3) population des personnes exerçant une activité professionnelle et les chômeurs.

Source : Insee, www.insee.fr

DOCUMENT 6

On assiste à un glissement d'un modèle maximaliste de la protection sociale fondé sur les assurances obligatoires à un modèle minimaliste visant à apporter des secours aux plus démunis, évolution qui va dans le sens de la dualisation de la protection sociale. Cette évolution risque de se poursuivre, car elle découle du fait que la dégradation du marché du travail ne permet plus un financement général des protections sur la base des contributions salariales et patronales. On peut lui trouver un mérite dans la mesure où continuent à relever de la solidarité nationale, désormais financée par l'impôt, ceux qui ne peuvent plus être assurés par le travail. [...]

Au fondement de cette opposition entre deux modèles de protection sociale, il y a l'opposition entre deux conceptions de la solidarité. Les « dépenses de solidarité » doivent-elles se limiter à procurer un mince filet de sécurité à ceux qui sont les plus démunis de ressources et incapables de se les procurer eux-mêmes ? Ou bien la solidarité est-elle le lien qui doit unir tous les membres d'une même société et qui suppose que chacun soit pourvu du minimum de ressources et de protections nécessaires pour exercer à part entière sa citoyenneté sociale ?

Source : R. CASTEL, « Protection sociale », in S. MESURE, P. SAVIDAN (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, PUF, 2006.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.
2. de répondre à la question de synthèse :
 - par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,
 - en faisant appel à ses connaissances personnelles,
 - en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Commerce international, croissance et développement

I - TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1) Donnez la signification du nombre entouré. **(document 1)** (1 point)
- 2) Existe-t-il un lien entre l'insertion dans le commerce international et la croissance économique ? Justifiez votre réponse. **(document 1)** (2 points)
- 3) Comment peut-on expliquer l'effet positif de l'ouverture commerciale de la Chine sur sa croissance économique ? **(documents 1 et 2)** (2 points)
- 4) Quelles sont les causes de la dégradation des termes de l'échange de la Chine ? **(document 2)** (2 points)
- 5) Pourquoi l'ouverture sur l'extérieur ne suffit-elle pas à promouvoir le développement ? **(documents 1 et 3)** (2 points)
- 6) Montrez que les données du **document 4** relativisent les progrès du développement chinois mesurés par l'indicateur de développement humain (IDH). **(documents 1 et 4)** (1 point)

II – QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir montré que l'insertion dans le commerce international peut favoriser le développement, vous présenterez les limites de cette relation.

DOCUMENT 1

Indicateurs de croissance, d'insertion dans le commerce international, et de développement humain

	Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant (en %)	Exportations de biens et services (en % du PIB)		Exportations de produits manufacturés (en % des exportations de marchandises)		Exportations de produits de haute technologie (en % des exportations de produits manufacturés)		IDH	
		1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005
	1990-2005								
Mexique	1,5	19	30	43	77	8,3	19,5	0,773	0,837
Thaïlande	2,7	34	74	63	77	20,7	26,6	0,692	0,782
Chine	8,8	19	37	72	92	6,1*	30,6	0,607	0,754
Tunisie	3,3	44	48	69	78*	2,1	4,9*	0,625	0,756
Nigéria	0,8	43	53	1*	2*	nd	1,7*	0,452	0,494
Côte d'Ivoire	-0,5	32	50	nd	20*	nd	8,4*	0,442	0,432

nd : donnée non disponible

* les données concernent une année proche

Source : d'après PNUD, *Rapport sur le développement humain, 2007/2008*.

DOCUMENT 2

La Chine exporte des biens standardisés soumis à une forte concurrence sur les prix et qui incorporent des intrants de plus en plus sophistiqués ; les produits informatiques grand public sont exemplaires à cet égard. Ainsi, la poursuite de l'expansion commerciale chinoise suppose la mobilisation continue d'une main-d'œuvre à bas salaires dans le secteur exportateur et surtout la conquête de nouveaux débouchés. Cette croissance extravertie* et extensive** est soutenable avec un marché international porteur, mais est source de vulnérabilité. En particulier, depuis 2003, la dégradation des termes de l'échange est accentuée par la hausse des prix des produits primaires, la Chine étant victime de la hausse des cours mondiaux qu'elle contribue à provoquer par ses besoins d'importation accrus.

Cette détérioration des termes de l'échange met en évidence certains effets pervers du mode d'insertion de la Chine dans la division internationale du travail. Elle s'explique aussi par un mode de croissance qui crée des surcapacités dans de nombreux secteurs.

[...] L'essor des industries extraverties est porteur de disparités régionales, ainsi que d'inégalités sociales. Il implique une croissance industrielle gourmande en énergie et en matières premières, et nuisible à l'environnement.

Source : G. GAULIER, F. LEMOINE & D. ÜNAL-KESENCI, « Chine : le prix de la compétitivité », *La lettre du CEPII*, n° 254, Mars 2006.

* croissance extravertie : croissance qui s'appuie sur la demande étrangère.

** croissance extensive : croissance fondée sur une augmentation de la quantité de facteurs de production utilisés.

DOCUMENT 3

Le caractère en principe positif, pour la croissance économique d'un territoire, de la perception par l'État de rentes* minières et pétrolières est avéré dans certains pays, tels la Norvège, l'Alaska ou le Botswana. Cependant dans un grand nombre de pays, l'apparition d'une rente s'accompagne de processus de déstabilisation économique. [...]

Elle favorise le secteur extractif** au détriment de secteurs industriels ou de service dont la croissance potentielle est plus élevée. Lorsqu'elle est très fluctuante, ce qui est généralement le cas puisque le prix des minerais est très fluctuant, la rente encourage une gestion chaotique des dépenses publiques qui subissent des coups d'accordéon inefficaces et conduisant généralement à un surendettement. Parce qu'elles passent non seulement aux mains de l'État, mais par un petit nombre de mains au sein de l'État, les rentes favorisent la corruption, le mauvais usage des fonds publics et la généralisation de comportements rentiers au détriment de comportements d'entrepreneurs productifs.

La malédiction des matières premières se traduit donc par une incapacité du secteur privé à être lui-même exportateur en s'appuyant sur d'autres avantages compétitifs du pays.

Source : P. N. GIRAUD, *La mondialisation, émergences et fragmentations*, Sciences Humaines Éditions, 2008.

* rente : revenu qui provient d'une ressource rare.

** secteur extractif : mines, pétrole...

DOCUMENT 4

L'inégalité villes - campagnes en Chine

	Zones urbaines	Zones rurales
Revenu disponible par habitant (en 2006)	11 759 yuans	3 587 yuans
Part de la population (âgée de 15 à 64 ans) n'ayant reçue aucune éducation (en 2000)	2,5%	8,7%
Espérance de vie (en 2000)	75,2 ans	69,6 ans
Taux de mortalité avant 5 ans pour 1 000 naissances vivantes (en 2005)	10,7 ⁰ / ₀₀	25,7 ⁰ / ₀₀
Nombre de médecins pour 1000 habitants (en 2006)	1,88 ⁰ / ₀₀	0,68 ⁰ / ₀₀
Taux d'équipement des ménages en réfrigérateur (en 2006)	91,75 %	22,48 %

Source : d'après PNUD, *Rapports sur le développement humain de la Chine*, 2005 et 2007/2008.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Durée : 1 heure

Le candidat traitera, au choix, l'un des deux sujets suivants :

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

THÈME DU PROGRAMME :

Égalisation des conditions et démocratie

DOCUMENT

Des hommes égaux en droits, en éducation, en fortune, et, pour tout dire en un mot, de condition pareille, ont nécessairement des besoins, des habitudes et des goûts peu dissemblables. Comme ils aperçoivent les objets sous le même aspect, leur esprit incline naturellement vers des idées analogues, et quoique chacun d'eux puisse s'écarter de ses contemporains et se faire des croyances à lui, ils finissent par se retrouver tous, sans le savoir et sans le vouloir, dans un certain nombre d'opinions communes. [...]

Si, dans le sein d'un peuple semblable, les influences individuelles sont faibles et presque nulles, le pouvoir exercé par la masse sur l'esprit de chaque individu, est très grand. [...]

Toutes les fois que les conditions sont égales, l'opinion générale pèse d'un poids immense sur l'esprit de chaque individu ; elle l'enveloppe, le dirige et l'opprime : cela tient à la constitution même de la société bien plus qu'à ses lois politiques. À mesure que tous les hommes se ressemblent davantage, chacun se sent de plus en plus faible en face de tous. Ne découvrant rien qui l'élève fort au-dessus d'eux et qui l'en distingue, il se défie de lui-même dès qu'ils le combattent ; non seulement il doute de ses forces, mais il en vient à douter de son droit, et il est bien près de reconnaître qu'il a tort, quand le plus grand nombre l'affirme. La majorité n'a pas besoin de le contraindre ; elle le convainc.

De quelque manière qu'on organise les pouvoirs d'une société démocratique et qu'on les pondère, il sera donc toujours très difficile d'y croire ce que rejette la masse et d'y professer ce qu'elle condamne.

Source : Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, GF Flammarion, 1981
[1^{ère} édition 1840].

QUESTIONS

- 1) À l'aide de vos connaissances et du **document**, vous montrerez que, selon A. de Tocqueville, l'égalité des conditions présente des risques pour la démocratie. (9 points)
- 2) Expliquez le passage souligné. (5 points)
- 3) Présentez un exemple contemporain qui confirme **ou** infirme les craintes formulées par A. de Tocqueville. (6 points)

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

THÈME DU PROGRAMME :

Sous-emploi et demande

DOCUMENT 1

Pourquoi la prospérité est-elle si intermittente ? Il n'est pas difficile de l'expliquer. Les agents économiques, particulièrement quand ils sont riches, ne dépensent pas la totalité de leurs revenus en consommation courante. [...]

Il existe [...] diverses raisons pour lesquelles la production de biens capitaux a tendance à fluctuer dans de larges proportions. Or ce sont ces fluctuations de l'investissement qui sont à l'origine de celles des profits d'abord, de l'activité économique ensuite et, finalement, de la prospérité nationale et mondiale. Pour maintenir la prospérité, il faut qu'une juste proportion des ressources nationales, ni trop ni trop peu, soit consacrée à l'investissement productif. [...]

Il n'y a aucune raison de supposer qu'il existe quelque « main invisible », un mécanisme d'autocontrôle du système économique qui assure que le montant de l'investissement soit constamment au bon niveau. Il est même extrêmement difficile d'y parvenir délibérément, au moyen de ce qu'on appelle aujourd'hui la « planification ». Le mieux que nous puissions espérer est d'utiliser certains investissements, qu'il est relativement facile de planifier, comme compléments pour assurer, dans la mesure du possible, la stabilité de l'investissement global au niveau approprié.

Source : J. M. KEYNES, *La Pauvreté dans l'abondance*, 1ère éd. 1937, Gallimard, 2002.

DOCUMENT 2

La relance de l'activité économique est généralement lente. Le temps de voter les dépenses, de commencer leur mise en œuvre... et, bien souvent, la crise est déjà finie. Tel est le principal enseignement que les économistes tirent des différents plans de relance engagés depuis cinquante ans. Se voulant être contracycliques⁽¹⁾, ils se révèlent le plus fréquemment procycliques⁽²⁾. Car les gouvernements sont attirés par des projets pharaoniques, qui prennent du temps, et sont finalement contre-productifs. Cette leçon vaut d'être entendue. Retour à Keynes, oui, mais humble et efficace.

Source : D. COHEN, « *Le retour de Keynes ?* », www.lexpress.fr, 13/11/2008.

(1) qui s'oppose à la tendance dominante du cycle

(2) qui renforce à la tendance dominante du cycle

QUESTIONS

- 1) À l'aide de vos connaissances et du **document 1**, vous mettrez en évidence le rôle joué par la demande effective sur la croissance dans l'analyse keynésienne. (9 points)
- 2) Expliquez la phrase soulignée (6 points)
- 3) Le contenu du **document 2** est-il en accord avec l'analyse de J. M. Keynes ? (5 points)